

Budget—M. Harding

Malgré les nombreux bons points que j'ai brièvement relevés, les politiques financières du gouvernement ne suffisent pas tout à fait à régler le grave problème de chômage qui se pose à nous. Le Canada enregistre le taux de chômage le plus élevé des pays industrialisés du monde occidental. Le budget ne stimule pas assez l'expansion pour vraiment réussir à réduire radicalement le chômage au pays. La crainte d'une inflation plus grande partout au Canada a apparemment amené le ministre des Finances à prendre moins de mesures expansionnistes qui, selon bon nombre d'économistes, s'imposent à ce moment-ci. A mon avis notre grand problème aujourd'hui c'est le chômage et il aurait fallu pour le combattre qu'on en tienne beaucoup plus compte dans le budget. Je conseille au ministre des Finances d'étudier de près cette situation au cours des prochains mois et au besoin, de s'engager financièrement à réduire efficacement le chômage.

Rien n'empêchait le gouvernement de hausser la pension de vieillesse bien davantage. Cela aurait non seulement allégé encore plus le sort d'un grand nombre de nos vieillards, mais encore stimulé la croissance économique. Je l'ai dit déjà, les revenus que touche actuellement le gouvernement du Canada justifiaient d'autres hausses. Les réductions fiscales auraient dû être plus considérables, mais, surtout, le budget aurait dû énoncer clairement les programmes propres à créer des emplois permanents dans tout le Canada, plutôt que les expédients dont nous avons des échantillons depuis deux ou trois ans.

Monsieur l'Orateur, la plupart des économistes admettent que le chômage est sans doute aujourd'hui le principal problème du Canada. Depuis quatre ans, nous avons vu le gouvernement, et bien des économistes hors du gouvernement, modifier leurs objectifs quant au taux maximum de chômage. Il y a quatre ans, le maximum dans le pays devait être de 3 p. 100, puis nous l'avons vu monter à 4 p. 100. Maintenant, certains de nos dirigeants du monde financier parlent d'un noyau de 5 p. 100 de chômage permanent. Les Canadiens doivent commencer à comprendre que ni le gouvernement ni les conservateurs qui veulent lui succéder n'offrent les politiques économiques qui leur assureraient le plein emploi. Depuis la guerre, le chômage n'a été pire qu'aujourd'hui que sous le dernier gouvernement conservateur, au début des années 60. La plupart des difficultés ont été engendrées par les politiques économiques auxquelles ces vieux partis adhèrent depuis des années. Leurs politiques ont fait du Canada le fournisseur de matières premières à presque tous les pays du monde, alors qu'elle négligeaient fondamentalement les industries secondaires à forte proportion de main-d'œuvre, dont il nous faut le concours pour résoudre la crise actuelle du chômage. C'est une des principales raisons de l'accroissement du chômage dans une période d'apparente prospérité.

Ce budget aurait dû présenter des mesures immédiates constituant le fondement d'une expansion de nos industries secondaires de transformation. Nous devrions maintenant être en train d'appliquer des mesures pour reprendre la direction d'un grand nombre de nos industries de ressources appartenant à des sociétés étrangères, dont le seul objectif est d'obtenir des matières premières à bon marché pour la société-mère à l'extérieur du Canada. Ce sont là certaines des mesures essentielles que les Canadiens voudraient voir leur gouvernement mettre en œuvre. Ce sont là certaines des mesures essentielles dont notre parti veut préconiser l'adoption ces prochains mois.

Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a déclaré qu'au besoin il présenterait deux ou trois budgets par an

[M. Harding.]

s'il en fallait autant pour répondre aux problèmes qui confrontent le Canada et les Canadiens. Je lui suggère, ainsi qu'à son gouvernement, de se mettre à la tâche de préparer dès la fin du débat actuel, le prochain budget qu'il faudra présenter dans quelques mois. Il y a actuellement nombre d'urgences au Canada et le Parlement doit être prêt à y faire face. De grâce, adoptons ce budget et les modifications législatives fondées sur les propositions qu'il contient, et ensuite attaquons-nous à de nouveaux domaines et offrons à tous les Canadiens, y compris ceux qui viennent d'accéder au marché du travail, un espoir véritable dans l'avenir.

Des voix: Bravo!

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, il y a quelques instants nous avons entendu l'honorable député de Prince Edward-Hasting (M. Hees) parler de ce budget comme d'un budget pré-électoral. Il a fait cette assertion en même temps qu'il déclarait y déceler nombre d'erreurs; je ne comprends donc pas très bien d'après quelle logique l'honorable député en arrive à relier l'une à l'autre ces deux idées. De peur qu'il subsiste quelque doute à ce sujet, nous devrions tous convenir qu'il s'agit là de l'assertion juste et ferme que ce budget est loin d'être un budget pré-électoral puisque l'honorable député de Prince Edward-Hastings vient d'en parler de cette façon. Je pense qu'il faudrait une demi-douzaine de renvois avant qu'il en vienne enfin à avoir raison et qu'une question serve de tremplin à une élection. En fait, le député de Kootenay-Ouest (M. Harding) a parlé de la responsabilité et de l'occasion de faire travailler le Parlement. Il me semble qu'il devrait s'écouler beaucoup de temps d'ici les prochaines élections, si le Parlement assume ses responsabilités et relève tous les défis qu'il rencontre pour se mettre au travail et doter notre pays de bonnes mesures législatives. Je pense que c'est à beaucoup de membres de cette Chambre qu'il incombe de s'assurer que le pays comprenne d'où viennent l'obstruction et le retard, et quels sont ceux qui ne veulent pas voir le Parlement travailler, mais qui par leur attitude et leurs actions, veulent retarder une bonne loi que présente le gouvernement au profit de notre pays.

• (1600)

Dans ce débat, j'ai observé un certain nombre de différences intéressantes dans les points de vue exprimés par les députés de l'opposition officielle sur ce qu'il aurait fallu faire ou ne pas faire en ce qui concerne l'économie. Le député de Don Valley (M. Gillies) a dit qu'il était important de distinguer les menaces auxquelles notre pays fait face des éléments sur lesquels il n'a pas de contrôle. Il parlait de questions de portée internationale et de la politique d'autres pays. Ni lui ni ses collègues n'ont jusqu'à présent répété ce qui était autrefois la position de son parti, c'est-à-dire que la réduction d'impôt pour les entreprises de fabrication et la déduction pour amortissement accéléré constituaient des mesures de protection nécessaires pour le secteur particulièrement vulnérable de la fabrication secondaire. Ce secteur est particulièrement vulnérable à cause de l'étroitesse de notre marché national; c'est pourquoi il est important pour nous de faire face à la concurrence internationale au Canada et à l'étranger. Telle était la position de ce parti.

En fait, plutôt que de se lever et de dire franchement que leur position est toujours d'aider les industries de ce secteur vulnérable, certains députés, en particulier celui de Prince Edward-Hastings (M. Hees) se présentent avec